



EXPOSITION

LES TROUPES COLONIALES FRANÇAISES DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES



© Coll. Eric Darso/DR

- 4 | LES TROUPES COLONIALES FRANÇAISES
DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES | 1737-2017**
- 6 | DE L'ARMÉE D'AFRIQUE
À L'HOMMAGE DE LONGCHAMP | 1873-1913**
- 8 | LA « FORCE NOIRE » | 1900-1913**
- 10 | L'ASIE ET LE PACIFIQUE
DANS LA GRANDE GUERRE | 1914-1918**
- 12 | LES AFRO-AVNTILLAIS
DANS LA GRANDE GUERRE | 1914-1918**
- 14 | LE MAGHREB
ET LA GRANDE GUERRE | 1914-1918**
- 16 | L'INDOCHINE ET L'ASIE
AU FRONT ET À L'USINE | 1916-1919**
- 18 | LES AFRO-ANTILLAIS
ET LA FIN DU CONFLIT | 1916-1919**



- 20 | AU-DELÀ DES TRANCHÉES | 1916-1919**
- 22 | LA SECONDE GUERRE MONDIALE,
L'INDOCHINE MOBILISÉE | 1939-1945**
- 24 | LES AFRO-ANTILLAIS
DE LA MOBILISATION AUX *FRONTSTALAGS* | 1939-1940**
- 26 | LES MAGHRÉBINS
DANS LA GUERRE | 1939-1941**
- 28 | L'ASIE, LE PACIFIQUE
ET LE CONFLIT | 1940-1945**
- 30 | LES AFRO-ANTILLAIS
DANS LA GUERRE | 1941-1945**
- 32 | DU DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD
À LA VICTOIRE | 1942-1945**
- 34 | MÉMOIRE ET COMMÉMORATIONS | AUJOURD'HUI**

LES TROUPES COLONIALES FRANÇAISES DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES

L'établissement des premiers comptoirs français en Inde en 1737 ouvre la voie à la conquête par étapes de la Polynésie et de la future Indochine. Le gouverneur général de la Cochinchine décide en 1861 la mise sur pied d'un corps de combattants régulier, le « bataillon indigène », composé en grande partie de « Tonkinois » et d'« Annamites ». En 1873, lors de l'expédition au Tonkin, un corps de supplétifs locaux, les « Pavillons jaunes », est recruté durant l'occupation de la citadelle d'Hanoï. Ce sera l'évènement précurseur de la création des régiments de tirailleurs tonkinois qui constitueront l'essentiel des forces armées en Indochine. Dans le même temps, la marine intègre dans ses rangs des *laptots*, des matelots venus notamment des côtes sénégalaises ; et des « combattants noirs » issus des Caraïbes rejoignent des unités régulières, pratique qui se développe pendant la Révolution française. Enfin, à partir de 1830 et avec la conquête d'Algérie, les unités locales d'infanterie de zouaves sont créées au sein de l'Armée d'Afrique. En 1841, deux ordonnances indiquent la formation de deux régiments composés d'une part de métropolitains, de Français d'Afrique du Nord et d'une forte minorité de juifs d'Algérie, et d'autre part, de tirailleurs indigènes au sein desquels sont incorporés les soldats musulmans. Enfin, en 1857 est créé un régiment de tirailleurs sénégalais qui regroupe progressivement les supplétifs africains en Afrique de l'ouest.

Aux côtés des troupes métropolitaines, ces unités et toutes celles créées ensuite, vont jouer un rôle militaire considérable lors des conquêtes coloniales, pendant les trois conflits européens ainsi que dans les guerres de décolonisation. Retracer l'histoire de ces combattants des Comores, de ces soldats créoles des Antilles-Guyane, de ces spahis, zouaves, goumiers ou encore de ces tirailleurs indochinois ou malgaches, c'est s'attacher à ce passé commun qui existe entre la France et ses anciennes colonies, cette mémoire commune au cœur des relations de notre pays avec les ex-colonies.

Si la reconnaissance du sacrifice a été immédiate dans les armées, elle a ensuite été évacuée de la mémoire collective nationale. Aujourd'hui, monuments du souvenir, sites de mémoire, commémorations et cérémonies militaires tendent à irriguer le territoire national, pour dépasser les oublis de l'histoire. Il est temps de bâtir, avec distance et critique, une histoire partagée croisant les mémoires. Cette exposition, dans une démarche de transmissions des savoirs aux jeunes générations, rappelle le souvenir de ceux qui se sont illustrés au service de la France en lien avec l'histoire coloniale de France.



1737-2017

LES TROUPES COLONIALES FRANÇAISES DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES

L'établissement des premiers contingents français en Inde en 1737 ouvre la voie à la conquête par étapes de la Polynésie et de la future Indochine. Le gouverneur général de la Cochinchine décide en 1861 la mise sur pied d'un corps de combattants réguliers le « bataillon indigène », composé en grande partie de « Tonkinois » et d'« Annamites ». En 1873, lors de l'expédition au Tonkin, un corps de suppléants locaux, les « Pavillons jaunes », est recruté durant l'occupation de la citadelle d'Hanoi. Ce sera l'événement précurseur de la création des régiments de tirailleurs sénégalais qui constitueront l'essentiel des forces armées en Indochine. Dans le même temps, la marine intègre dans ses rangs des lagotins, des matelots venus notamment des côtes sénégalaises et des « combattants noirs » issus des Caraïbes rattachés des unités régulières, pratique qui se développe pendant la Révolution française. Enfin, à partir de 1830 et avec la conquête d'Algérie, les unités locales d'infanterie de saoules sont créées au sein de l'Armée d'Algérie. En 1841, deux ordonnances indiquent la formation de deux régiments composés d'une part de métropolitains, de Français d'Afrique du Nord et d'une forte majorité de juifs d'Algérie, et d'autre part, de tirailleurs indigènes au sein desquels sont incorporés les soldats musulmans. Enfin, en 1857 est créé un régiment de tirailleurs sénégalais qui regroupa progressivement les suppléants africains en Afrique de l'Ouest.

Aux côtés des troupes métropolitaines, ces unités et toutes celles créées ensuite, ont joué un rôle militaire considérable lors des conquêtes coloniales, pendant les trois conflits européens ainsi que dans les guerres de décolonisation. Retracer l'histoire de ces combattants des Comores, de ces soldats créoles des Antilles-Guyane, de ces spahis, saoules, goumiers ou encore de ces tirailleurs indochinois ou malgaches, c'est s'attacher à ce passé commun qui existe entre la France et ses anciennes colonies, comme mémoire commune au cœur des relations de notre pays avec les ex-colonies.

Si la reconnaissance du sacrifice a été immédiate dans les armées, elle a ensuite été évacuée de la mémoire collective nationale. Aujourd'hui, monuments du souvenir, sites de mémoire, commémorations et cérémonies militaires tendent à ériger le sacrifice national, pour dépasser lesoubli de l'histoire. Il est temps de bâtir, avec distance et critique, une histoire partagée croisant les mémoires. Cette exposition, dans une démarche de transmission des savoirs aux jeunes générations, rappelle le sacrifice de ceux qui se sont battus au service de la France en les pays. Histoire coloniale de France.

PRÉSENCES EN FRANCE DE 1863 À 1961 - LA MILLIÈRE SYNCHRONISÉE EN UN SIÈCLE



Portrait de l'officier de la Grande Guerre, 1922



« Nous avons mérité cet bonneur et la mère patrie considérera sans doute qu'elle se doit à elle-même de nous l'accorder. »

Emir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader et officier de la Grande Guerre, 1922

DE L'ARMÉE D'AFRIQUE À L'HOMMAGE DE LONGCHAMP

La France sort défaite de la guerre contre la Prusse et meurtrie par les combats fratricides de la Commune. Par la suite, la naissance de la III^e République s'accompagne d'une expansion coloniale sans précédent. L'armée d'Afrique — qui regroupe, depuis le 28 septembre 1873, le 19^e corps d'armée — participe activement à la constitution de l'empire colonial. En 1881, la Tunisie devient protectorat français et vient alimenter les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. Les premiers engagements militaires dans la Chaouïa marocaine en 1903-1907 exigent l'envoi de troupes, notamment de régiments de tirailleurs algériens, pour lutter contre les « Berabers » du Nord et les « Chleuhs » du Sud. Avec le protectorat marocain (1912), de nombreux combattants « indigènes » intègrent des unités régulières. D'autres formations spécifiques à l'armée d'Afrique sont également créées, comme les compagnies méharistes sahariennes.

Dans le même temps, l'armée française poursuit son processus d'intégration des élites militaires maghrébines qui entrent dans les plus prestigieuses écoles militaires, tel Chérif Cadi, premier polytechnicien indigène. Pour faire oublier la défaite de 1870, et toujours dans le cadre d'une propagande coloniale intensive, pas une exposition universelle et coloniale, pas une cérémonie officielle ne se tient sans un détachement de turcos ou de spahis (et notamment à Paris en 1878, 1889, 1900, 1906, 1907 ; à Marseille en 1906 et 1908 ; à Lyon en 1894 et 1914, ainsi qu'à Tourcoing ou à Toulouse). Lors du défilé du 14 juillet 1913 à Longchamp, les troupes de l'empire sont particulièrement remarquées et, à la veille du conflit, leur présence rassure les Français. En 1914, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord (décuplé par la conscription des soldats algériens en 1912), composé de tirailleurs, de spahis, de méharistes et de zouaves, de chasseurs d'Afrique et de légionnaires et qui sera appelé au front aux côtés des Européens, des tirailleurs tunisiens ou des troupes marocaines.



1873-1913



L'INCORPORATION DES TIBALTEINS TUNISIENS (1881)
Une compagnie recrutée au sein du pays en Tunisie dès 1863. Le 20 septembre 1881, elle est envoyée en Algérie pour participer à la campagne de pacification de la région de Constantine. Elle est la première unité indigène à intégrer l'armée française.

DE L'ARMÉE D'AFRIQUE À L'HOMMAGE DE LONGCHAMP

La France sort vainqueur de la guerre contre la Prusse et réorganise par les combats fratricides de la Commune. Par la suite, la naissance de la III^e République s'accompagne d'une expansion coloniale sans précédent. L'armée d'Afrique — qui regroupe, depuis le 23 septembre 1873, le 1^{er} corps d'armée — participe activement à la constitution de l'empire colonial. En 1881, la Tunisie devient protectorat français et vient adjoindre les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. Les premiers engagements militaires dans le Chouâb marocain en 1903-1907 exigent l'envoi de troupes, notamment de régiments de tirailleurs algériens pour lutter contre les « *Beïers* » du Nord et les « *Chleuh* » du Sud. Avec le protectorat marocain (1912), de nombreux combattants indigènes s'intègrent des unités régulières. D'autres formations spécifiques à l'armée d'Afrique sont également créées, comme les compagnies méharistes sahariennes.

Dans le même temps, l'armée française poursuit son processus d'émigration des élites militaires maghrébines qui entrent dans les plus prestigieuses écoles militaires, tel *Cheïf Cadi*, premier polytechnicien indigène. Pour faire oublier le défilé de 1870, et toujours dans le cadre d'une propagande coloniale intensive, pas une exposition universelle et coloniale, pas une cérémonie officielle ne se tient sans un détachement de turcos ou de spahis (et notamment à Paris en 1878, 1889, 1900, 1906, 1907, à Marseille en 1906 et 1908, à Lyon en 1894 et 1914, ainsi qu'à Toronto et à Toulouse). Lors du défilé du 14 juillet 1913 à Longchamp, les troupes de l'empire sont particulièrement remarquées et, à la veille du conflit, leur présence rassure les Français. En 1914, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord (décapité par la conscription des soldats algériens en 1912), composé de tirailleurs, de spahis, de méharistes et de soaners, de chasseurs d'Afrique et de légionnaires et qui sera appelé au front aux côtés des Européens, des tirailleurs tunisiens ou des troupes marocaines.



LA CRÉATION DES COMPAGNIES MÉHARISTES SAHARIENNES
Créées en 1903, les compagnies méharistes ont été formées par le capitaine L. de Lamoignon, en collaboration avec le capitaine L. de Lamoignon (futur) et le capitaine L. de Lamoignon (futur). Elles ont pour but de combattre les tribus nomades et de surveiller les caravanes de commerce.

LES TROUPES D'AFRIQUE
Les troupes d'Afrique ont été créées en 1873. Elles sont composées de tirailleurs algériens, de spahis tunisiens, de méharistes sahariens et de soaners marocains.



L'HOMMAGE DE LA RÉPUBLIQUE (1913)
Lors du défilé militaire à l'occasion de la fête de Longchamp, les troupes de l'empire ont été particulièrement remarquées. Elles ont été accueillies avec enthousiasme par les Français.



LES TROUPES D'AFRIQUE
Les troupes d'Afrique ont été créées en 1873. Elles sont composées de tirailleurs algériens, de spahis tunisiens, de méharistes sahariens et de soaners marocains.

« Les tirailleurs furent, tous ces jours-ci, les enfants chéris de notre capitale. »
L'illustration, juillet 1913

LA « FORCE NOIRE »

En 1900, les troupes destinées à servir outre-mer, constituées d'Européens et de « combattants indigènes », connues sous le nom de troupes de Marine, passent au ministère de la Guerre sous le nom de troupes coloniales. À partir de 1908, les tirailleurs sénégalais sont engagés dans la campagne du Maroc, première utilisation hors des colonies d'Afrique subsaharienne française ou de Madagascar. Des combattants — tel Mamadou Racine en 1884 —, commencent à être intégrés dans l'encadrement, structurant de plus en plus ces troupes africaines. L'espace colonial s'étend un peu plus avec la création de l'Afrique équatoriale française en 1910, et l'idée s'affirme que ces « troupes noires » pourraient être employées hors du continent africain. C'est dans ce contexte que le général Mangin théorise, dans son ouvrage *La Force noire* (1910) l'utilisation de ces unités. Dans un climat de crainte d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne, le Parlement, la presse et une partie de l'opinion publique se passionnent pour le projet. Le gouvernement français organise et développe dans le même temps la conscription dans tout l'empire, et notamment en Algérie et dans les « vieilles colonies ».

À la veille du conflit, cette *force* va être glorifiée par la République. Le défilé du 14 juillet, qui se déroule traditionnellement à Longchamp, regroupe, en 1913, toutes ces troupes issues de l'empire colonial. Quand les unités annamites, malgaches et algériennes reçoivent leur drapeau en une cérémonie unique qui consacre leur reconnaissance, l'emblème du 1^{er} régiment de tirailleurs sénégalais reçoit la Légion d'honneur des mains du président de la République, Raymond Poincaré. Il s'agit de la plus haute distinction que la Nation accorde à une unité. Pour être présents à cette cérémonie, les tirailleurs sénégalais ont débarqué à Marseille quelques semaines plus tôt, parfois avec « Madame tirailleur » et leurs enfants, comme en témoigne une série de photographies exceptionnelles. À cette date, les tirailleurs sénégalais comptent au total trente-cinq bataillons, soit trente mille hommes, dont une partie sera engagée un an plus tard au cœur des combats.

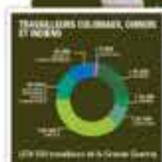
L'ASIE ET LE PACIFIQUE DANS LA GRANDE GUERRE

Lorsque la Grande Guerre éclate, les autorités coloniales proposent d'envoyer des contingents de combattants asiatiques et océaniens sur le front d'Europe. Une première mobilisation est lancée, dès août 1914, dans les Établissements français d'Océanie, visant d'abord à défendre la colonie polynésienne. À partir de 1916, des contingents de combattants indigènes quittent Papeete pour la métropole. Ainsi, on trouve la trace de plusieurs poilus tahitiens incorporés dans les unités françaises pour combattre sur les fronts de l'Ouest et d'Orient. En 1916, des recrutements forcés dans les tribus mélanésiennes sont la cause de plusieurs révoltes. Quant au recrutement en provenance de la péninsule indochinoise, le général Joffre refuse la mobilisation de bataillons « indigènes » dans un premier temps, estimant que les tirailleurs indochinois « ne possèdent pas les qualités physiques pour servir au front ».

Au moment de la mobilisation, le 2 août 1914, quinze mille militaires et douze mille cinq cents gardes indigènes servent en Indochine. Les régiments traditionnels de tirailleurs annamites et tonkinois vont subsister, mais leur encadrement européen est affaibli par le retour en métropole de nombreux officiers, sous-officiers et soldats métropolitains. Pour y pallier, des originaires des comptoirs des Indes sont affectés dans les formations de recrutement local. De plus, des combattants indochinois sont affectés dans des régiments jusqu'alors traditionnellement réservés aux Européens. Enfin des unités indigènes participent aux opérations menées aux confins lao-birmans. Suite aux réticences de l'état-major, les militaires indochinois stationnés en France sont, dans un premier temps, maintenus loin des champs de bataille à l'exception de certains d'entre eux, comme le lieutenant Dô Huu Vi, pilote vietnamien décoré pour ses exploits de la Légion d'honneur. Mais, en 1915, les pertes enregistrées par l'armée française imposent au haut commandement le recours aux combattants de l'Union indochinoise, de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie. Une vaste campagne de recrutement est alors entreprise dans la péninsule, au moyen de cinématographes ambulants, de troupes de théâtre, mais aussi de distribution d'affiches et de tracts mettant en exergue l'idée de « patrie avant la famille » afin de mobiliser les combattants... et les travailleurs.



1914-1918



LES POLYÉSONIENS
Ces combattants polynésiens ont été mobilisés en 1914. Les Croix de Guerre ont été attribuées aux 100 Polynésiens morts au combat pendant la Première Guerre mondiale. Au total, 14 000 Polynésiens ont participé à la Première Guerre mondiale. Ils ont été décorés de 100 Croix de Guerre et de 100 Médailles militaires.



L'ASIE ET LE PACIFIQUE DANS LA GRANDE GUERRE

Lorsque la Grande Guerre éclate, les autorités coloniales proposent d'envoyer des contingents de combattants asiatiques et océaniques sur le front d'Europe. Une première mobilisation est lancée, dès août 1914, dans les Établissements français d'Océanie, visant d'abord à défendre la colonie polynésienne. À partir de 1916, des contingents de combattants indigènes quittent l'océan pour la métropole. Ainsi, on trouve la trace de plusieurs milliers de combattants incorporés dans les unités françaises pour combattre sur les fronts de l'Orient et d'Occident. En 1916, des recrutements sont lancés dans les tribus indochinoises pour la cause de plusieurs régiments. Quant au recrutement en provenance de la péninsule indochinoise, le général Joffre refuse la mobilisation de bataillons « indigènes » dans un premier temps, estimant que les soldats indochinois « ne possèdent pas les qualités physiques pour servir de fantassins ». Au moment de la mobilisation, le 2 août 1914, quinze mille militaires et douze mille cinq cents gardes indigènes servent en Indochine. Les régiments traditionnels de soldats annamites et tonkinois sont sollicités, mais leur encadrement européen est affaibli par le retour en métropole de nombreux officiers, sous-officiers et soldats métropolitains. Pour y pallier, des originaires des comptoirs des Indes sont affectés dans des formations de recrutement local. De plus, des combattants indochinois sont affectés dans des régiments jusqu'alors traditionnellement réservés aux Européens. Enfin, des unités indigènes participent aux opérations menées aux confins hispano-marocains. Suite aux réticences de l'état-major, les militaires indochinois stationnés en France sont, dans un premier temps, maintenus loin des champs de bataille à l'exception de certains d'entre eux, comme le lieutenant **Dô Hôac Vi**, héros vietnamien décoré pour ses exploits de la Légion d'honneur. Mais, en 1915, les pertes subies par l'armée française imposent au haut commandement le recours aux combattants de l'Indochine indigène, de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie. Une vaste campagne de recrutement est alors entreprise dans la péninsule, au moyen de cinématographes ambulants, de troupes de théâtre, mais aussi de distribution d'affiches et de tracts mettant en exergue l'idée de « patrie avec la famille » afin de mobiliser les combattants... et les travailleurs.



Officier métropolitain (France) à bord du **MS Ile de France** en route vers le front de l'Orient. Le général Joffre refuse la mobilisation de bataillons « indigènes » dans un premier temps, estimant que les soldats indochinois « ne possèdent pas les qualités physiques pour servir de fantassins ».



Les premiers contingents indochinois, affectés à leur première destination coloniale en 1914, sont mobilisés pour la défense des établissements français en Indochine pendant la Première Guerre mondiale. Ils ont été décorés de 100 Croix de Guerre et de 100 Médailles militaires.

« Partis là-bas, ils sont morts là-bas. Mais aujourd'hui leurs noms revivent. Roo, le dieu de la Guerre, fait entendre le salut des héros. Vive la France ! Vive Tahiti ! »

La reine Māraui, hommage aux soldats polynésiens, 1923

LES AFRO-ANTILLAIS DANS LA GRANDE GUERRE

Dès la déclaration de guerre, en août 1914, dix bataillons de tirailleurs sénégalais rejoignent la France pour participer aux combats sur la Marne et l'Yser. Mais les pertes sont lourdes du fait de l'inexpérience des jeunes recrues, et des pathologies infectieuses. En 1915, de nombreux combattants sont aussi envoyés sur le front d'Orient, dans les Dardanelles ou à Salonique, dans de violentes batailles les opposant aux Turcs. Sur quatre années de conflit, on comptera en Europe cent trente-quatre mille combattants venant d'Afrique Occidentale française et d'A-ÉF, deux mille Somalis et Comoriens (ces derniers servant soit au 12^e bataillon malgache, soit au bataillon somali), et vingt-neuf mille tirailleurs malgaches, auxquels s'ajouteront plus de cinq mille travailleurs. Avec le conflit, le gouvernement choisit d'appeler au combat les soldats des « vieilles colonies » aux côtés des soldats de la métropole, et la majorité des Créoles sert dans les régiments d'infanterie coloniale (RIC). Des Guadeloupéens sont, par exemple, affectés en Orient dans les 3^e et 56^e RIC. De 1914 à 1918, sur les cent mille Antillais et Guyanais recensés, près de dix-sept mille sont dirigés vers les zones des armées. À la Réunion, six mille combattants quitteront l'île, à l'image de l'aviateur Roland Garros. Au total, près de deux mille six cents natifs des « vieilles colonies » ne reviendront pas de la guerre. Quant à la Nouvelle-Calédonie, elle mobilise mille « volontaires » dont un tiers trouve la mort au combat.

Contrairement à un mythe répandu, ces troupes coloniales ne forment pas la « *chair à canon* » d'une première ligne sacrifiée, et leurs pertes sont égales à celles des poilus français (entre 22 et 24 %). En outre, la rigueur du climat en plus des souffrances physiques et morales, conduit le commandement à relever les Africains pour les faire hiverner dans des camps à Fréjus en Provence ou du Courneau en Aquitaine. En Afrique, aux Antilles et en Guyane, les résistances face à cet « impôt du sang » existent et les refus d'incorporation et les désertions sont nombreux, comme en Afrique de l'Ouest dans la région de Ségou, mais aussi dans l'Ouest-Volta en 1915.

LE MAGHREB ET LA GRANDE GUERRE

Avec le début de la guerre, vingt mille Algériens, huit mille Tunisiens et trois mille cinq cents Marocains débarquent dans les ports français. Sur les quarante bataillons de troupes nord-africaines qui seront au front cette année-là, trente-deux arrivent entre août et septembre 1914. Des régiments de marche, composés d'engagés volontaires, sont également mis sur pied pour répondre à l'ordre de mobilisation. En août 1914, dès les premiers combats (Charleroi, bataille de l'Aisne...), ces troupes composées de jeunes recrues subissent de lourdes pertes, notamment la brigade marocaine jetée dans la bataille, dont Adolphe Messimy fera l'éloge. Cette « guerre totale » oblige rapidement à recourir à la conscription, déjà introduite en Algérie en 1912, puis fréquemment au recrutement forcé qui entraîne, en Algérie notamment, de nombreuses révoltes. L'Algérie fournit au total cent soixante-dix mille « indigènes », la Tunisie plus de soixante mille et le Maroc presque quarante mille. On les retrouve sur tous les fronts de France et sur le front d'Orient. Aux côtés de ces combattants maghrébins, les Arméniens de France choisissent majoritairement de combattre l'Allemagne, répondant à l'appel d'Aram Turabian, qui mobilise des volontaires arméniens au sein de la Légion étrangère.

À partir du printemps 1915, les troupes maghrébines, comme les troupes européennes, sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2^e régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est aussi engagé en Artois. L'imagerie populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire ; de nombreux lieux de souvenir en garderont la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nogent. Le peintre Étienne Dinet propose des stèles mortuaires et même un modèle-type appelé « mosquée démontable » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commence l'hiver 1915, le recrutement se normalise, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être acheminés dans les hôpitaux comme à Rennes.



1914-1918

LE MAGHREB ET LA GRANDE GUERRE

Avec le début de la guerre, 500 000 Algériens, huit mille Tunisiens et trois mille cinq cents Marocains délaissent dans les ports français. Sur les garnisons battolions de troupes nord-africaines qui seront au front entre avril-juin, trois-vingt-arrivent entre août et septembre 1914. Des régiments de marche, composés d'engagés volontaires, sont également mis sur pied pour répondre à l'ordre de mobilisation. En août 1914, dès les premiers combats (Charleroi, bataille de l'Yser...), ces troupes composées de jeunes recrues subissent de lourdes pertes, notamment la brigade marocaine jetée dans la bataille, dont **Adolphe Messimy** fera l'éloge. Cette « guerre totale » oblige rapidement à recourir à la conscription, déjà introduite en Algérie en 1912, puis fréquemment au recrutement forcé qui ensuivit, en Algérie notamment, de nombreuses révoltes. L'Algérie fournit au total 600 000 soldats-dix mille à indigènes », la Tunisie plus de soixante mille et le Maroc presque quarante mille. On les retrouve sur tous les fronts de France et sur le front d'Orient. Aux côtés de ces combattants maghrébins, les Armées de France choisissent majoritairement de combattre l'Allemagne, répondant à l'appel d'Aram Tarkhan, qui mobilise des volontaires arméniens au sein de la Légion étrangère.

À partir de printemps 1915, les troupes maghrébines, comme les troupes européennes, sont mieux préparées et connaissent moins de pertes. Le 9 mai 1915, le 2^e régiment de marche, auquel est affectée la plus grande partie des volontaires arméniens, est aussi engagé en Artois. L'opinion populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la presse en fait les emblèmes d'une possible victoire : de nombreux lieux de souvenir en gardent la trace. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » et pour contrer la propagande allemande et turque, les autorités militaires se montrent bienveillantes à l'égard de la pratique de l'islam, comme à Nîmes. Le peintre Étienne Dinet propose des scènes mortuaires et même un modèle-type appelé « mosquée démontable » qui sera expédié aux commandements ou dans les hôpitaux. Au moment où commença l'hiver 1915, les recrutes sont corvées, une partie des combattants arabo-orientaux part en hivernage, tandis que les blessés continuent d'être achevés dans les hôpitaux comme à Ranssen.

COMBATTANTS MAGHREBINS EN EUROPE (1914-1918)



TRAVAILLEURS COLOMBIENS ET CHINOIS



L'HÔPITAL ET LA MOSQUÉE DE MOUENT
En 1914, on s'attendait pour les soldats non musulmans à trouver des tentes et des baraques. Mais les troupes maghrébines ont construit un hôpital et une mosquée. Une mosquée en bois, construite à Mouent, dans le Maroc français. Elle est aujourd'hui un musée. Elle est classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.



L'ÉVÉNEMENT COMPLÉMENTAIRE N° 30 DE REIMS
Après un succès éphémère sur le front de l'Yser, les troupes maghrébines ont été envoyées à Reims. Elles ont participé à la prise de la ville de Reims le 27 septembre 1918. Elles ont été décorées de nombreuses médailles et croix de guerre.



ADOLPHE MESSIMY
Adolphe Messimy est un écrivain, journaliste et homme politique français. Il a été ministre de la Guerre de 1914 à 1915. Il a écrit de nombreux livres sur la guerre, dont « Les troupes maghrébines ».



« Les tirailleurs maghrébins ne reculent jamais, ils sont parfois trop téméraires, moral excellent. »

Rapport sur les troupes maghrébines au front de l'Yser, 1915

L'INDOCHINE ET L'ASIE AU FRONT ET À L'USINE

Il faut attendre 1916 pour que les premiers bataillons de tirailleurs indochinois soient engagés en Europe. De janvier 1916 à novembre 1918, quarante-cinq mille cinq cent militaires, soldats, gardes indochinois, réservistes annamites ou cambodgiens servent en France ou sur le front d'Orient. Jugés encore « trop fragiles » par l'état-major, on les affecte surtout aux ambulances et à l'entretien des routes et des transports. Néanmoins, sur ce nombre, deux mille Indochinois appartenant à trois unités combattantes sont dans les tranchées du secteur de Douaumont, au chemin des Dames, dans l'Aisne, en Champagne et dans les Vosges. La 4^e compagnie du 6^e bataillon de tirailleurs indochinois notamment participe à la reprise du fort de Douaumont. Deux autres unités combattantes indochinoises sont affectées au front d'Orient, à Salonique (Grèce). Dans le même temps, quelques combattants chinois combattent dans la Légion étrangère, comme le Chinois Ma Yi Pao.

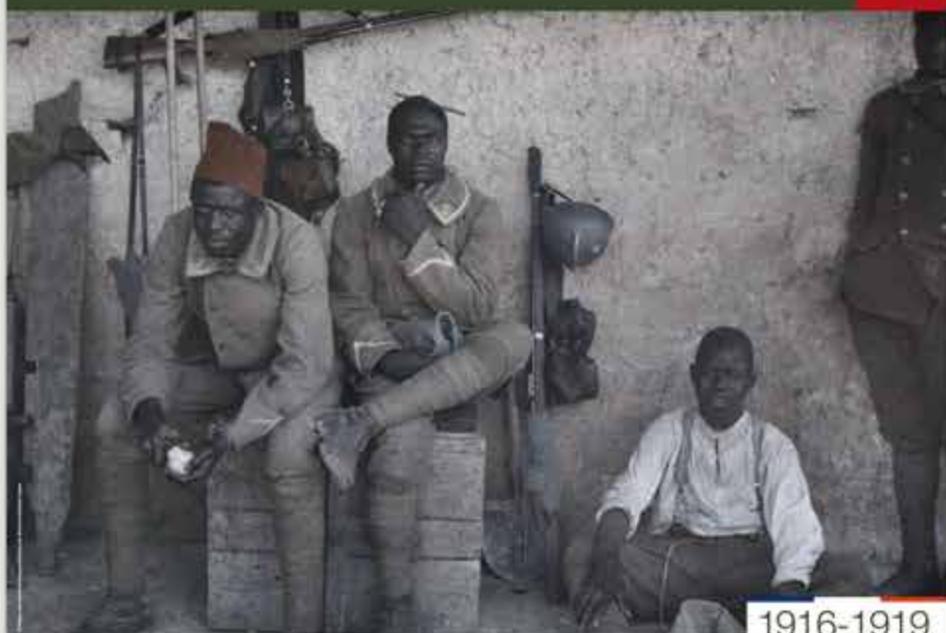
Au milieu de l'année 1918, en accord avec les Alliés, le gouvernement français décide d'envoyer le bataillon colonial sibérien, constitué en Indochine et en Chine, combattre les forces bolchéviques. Au total, de 1916 à 1918, plus d'un millier de natifs de l'Union indochinoise sont tués au combat en France et en Orient.

Parallèlement, en 1916, est créé le bataillon mixte du Pacifique (BMP), unité de d'infanterie, composé de *tirailleurs*, volontaires canaques et de Polynésiens originaires des Établissements français de l'Océanie, appelés Niaoulis. Ils combattent dans l'Aisne, l'Oise, la Champagne, certains aussi sur le front d'Orient. Trois cents d'entre eux sont morts pour la France. En outre, un peu moins de cinquante mille ouvriers indochinois non spécialisés sont également engagés pour travailler dans les usines d'armement, les poudreries, l'agriculture et assurer les communications et le ravitaillement des armées. Ceux cantonnés près des lignes travaillent fréquemment sous les bombardements, et, à l'arrière, on retrouve ces combattants issus des bataillons d'étapes sur tout le territoire. Ils découvrent en France une liberté qui leur est refusée en Asie. Aggravée par les promesses non tenues d'émancipation en faveur des anciens combattants, cette prise de conscience poussera certains d'entre eux à militer en faveur du nationalisme émergent.

LES AFRO-ANTILLAIS ET LA FIN DU CONFLIT

Au total, on estime entre cinq cent cinquante mille et six cent mille le nombre de soldats coloniaux qui sont venus des quatre coins du monde combattre en Europe... sans parler de ceux qui sont restés mobilisés dans les colonies. Ajoutons à cela les deux cent mille « travailleurs coloniaux », et l'on prend la mesure de cet important flux migratoire. Ces soldats ne combattent pas qu'en Europe. En Afrique, les colonies allemandes sont attaquées et deviendront par la suite des mandats français, comme au Cameroun ou au Togo. La visibilité de ces combattants s'accroît sur tout le territoire métropolitain, par le biais, notamment, des milliers de blessés africains et antillais soignés dans les hôpitaux. Photographes et dessinateurs les montrent avec leurs infirmières ou leurs marraines de guerre, contribuant à bâtir cette image du « *sympathique et bon enfant* » tirailleur Y'a bon.

Dès 1916, les pertes humaines subies et une nouvelle révolte dans le nord du Dahomey conduisent le gouvernement à réfléchir à sa stratégie de recrutement. Pourtant, seul le 61^e bataillon de tirailleurs sénégalais (BTS) se soulève lors des grandes mutineries de 1917. À la demande de Clemenceau, le député du Sénégal Blaise Diagne entre au gouvernement en janvier 1918 en tant que haut-commissaire de la République pour le recrutement en A-OF. Grâce à son action, l'état-major lève plus de trente BTS qui arrivent en France (quarante mille soldats), quatorze de réserve en Algérie et en Tunisie, treize au Maroc, vingt en Orient. Les populations lui font confiance, s'engageant sur les promesses de celui qui avait porté la loi du 29 septembre 1916 reconnaissant définitivement la citoyenneté française aux originaires des « quatre communes » du Sénégal. Sur le front en France, des bataillons s'illustrent particulièrement : les tirailleurs somalis et comoriens lors de la reprise de Douaumont à Verdun en octobre 1916, les Sénégalais à Reims au printemps 1918 ou encore le 12^e bataillon de tirailleurs malgaches, qui se couvre de gloire dans les opérations de l'automne 1918. Des combattants se distinguent aussi individuellement, comme le Guadeloupéen Camille Mortenol ou le Sénégalais Bouna N'Diaye. Mais, si leur bravoure militaire est consacrée et s'ils participent aux défilés de la victoire, l'égalité de statut promise n'en récompensera qu'un petit nombre en Afrique subsaharienne ou à Madagascar.



1916-1919

LES AFRO-ANTILLAIS ET LA FIN DU CONFLIT

Au total, on estime entre cinq cent cinquante mille et six cent mille le nombre de soldats coloniaux qui sont venus des quatre coins du monde combattre en Europe... sans parler de ceux qui sont restés mobilisés dans les colonies. Apparus à cela les deux cent mille « travailleurs coloniaux », et l'on prend la mesure de cet important flux migratoire. Ces soldats ne combattent pas qu'en Europe. En Afrique, les colonies allemandes sont attaquées et deviendront par la suite des mandats français, comme au Cameroun ou au Togo. La violence de ces combats s'accroît sur tout le territoire métropolitain, par le biais, notamment, des milliers de blessés africains et antillais soignés dans les hôpitaux. Photographier et dessiner les moments avec leurs infirmières ou leurs marins de guerre, contribuent à façonner cette image de « sympathique et bon enfant » travailleur l'Ya bon.

Dès 1916, les pertes humaines subies et une nouvelle révolte dans le nord du Dahomey conduisent le gouvernement à réfléchir à sa stratégie de recrutement. Pourtant, seul le 81^e bataillon de travailleurs sénégalais (BTS) se souleva lors des grandes mutineries de 1917. À la demande de Clemenceau, le député du Sénégal **Blaise Diagne** obtint sa gouvernance, en janvier 1918 en tant que haut-commissaire de la République pour le recrutement en A-O-F. Grâce à son action, l'état-major leva plus de trente BTS qui arrivent en France (pour une mille soldats), quarante de réserve en Algérie et en Tunisie, trois au Maroc, vingt en Orient. Les populations lui font confiance, s'engageant sur les promesses de celui qui avait porté la loi du 29 septembre 1916 reconnaissant définitivement le citoyenneté française aux originaires des « quatre communes » du Sénégal. Sur le front en France, des bataillons d'Afrique particulièrement : les travailleurs somalis et comoriens lors de la reprise de Douaumont à Verdun en octobre 1916, les Sénégalais à Reims au printemps 1918 ou encore le 72^e bataillon de travailleurs malgaches, qui se couvre de gloire dans les opérations de l'automne 1918. Des combattants se distinguent aussi individuellement, comme le Guadeloupéen **Camille Mortenson** ou le Sénégalais Bouba N'Diaye. Mais, si leur bravoure militaire est consacrée et s'ils participent aux fêtes de la victoire, fidèles de statut promise n'en récupèrent qu'un petit nombre en Afrique subsaharienne ou à Madagascar.



Blaise Diagne (1874-1934) est à Reims à l'été 1918, après avoir obtenu le statut de député. Il est le premier député noir de France. Il a joué un rôle décisif dans la reconnaissance du statut de citoyen français des habitants des quatre communes du Sénégal.



LES COMBATS EN AFRIQUE

Les images de soldats africains combattant en Europe sont rares. Elles sont surtout présentes dans les colonies, notamment au Cameroun, où les soldats français ont dû faire face à des conditions de vie difficiles et à des combats acharnés.



LES MARGARITES DE GUERRE
Tous les jours du conflit, des combattants de guerre ont été décorés de médailles et de citations. Parmi eux, beaucoup de soldats africains et antillais ont été récompensés pour leur bravoure et leur dévouement.



Blaise Diagne (personnel) L'histoire de Blaise Diagne est jalonnée de succès militaires et politiques. Il a été nommé haut-commissaire de la République pour le recrutement en Afrique-Occidentale-Française (AOF) en 1918. Il a joué un rôle décisif dans la reconnaissance du statut de citoyen français des habitants des quatre communes du Sénégal.



Camille Mortenson (1894-1974) est un soldat guadeloupéen qui s'est distingué par sa bravoure lors de la bataille de Verdun en 1916. Il a été décoré de la Légion d'honneur et a été nommé officier de réserve.



LES TROUPES COLONIALES FRANÇAISES
DANS LES DEUX GUERRES MONDIALES

À l'instar de Camille Mortenson, beaucoup de soldats africains et antillais ont été récompensés pour leur bravoure et leur dévouement. Ils ont contribué à la victoire finale de la France.

« *Schœlcher, que tes mânes frémissent, tes vœux
les plus chers s'accomplissent, que sombre ou claire
soit la peau, pour tous il n'est qu'un seul drapeau.* »

Hymne créole, 1916

AU-DELÀ DES TRANCHÉES

L'effort de mobilisation s'intensifie et la présence des combattants laissent leurs traces mémorielles sur le territoire comme à La Mulatière, près de Lyon, ou à Suippes dans la Marne. Aux côtés des Maghrébins, cent mille Européens d'Afrique du Nord répondent à l'appel de la patrie, et les Arméniens croisent quelques Libanais et Syriens dans la légion d'Orient. En 1917, ils sont tous à Verdun. On trouve également quelques Yéménites et Abyssins intégrés aux contingents somalis ; ils rejoindront en avril 1917 le régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM). Face à l'hécatombe du chemin des Dames d'avril 1917, les officiers français soulignent l'engagement et le volontarisme des Nord-Africains, notant l'« esprit plus offensif que les autres troupes avec lesquelles ils combattent ». Malgré cela, les révoltes contre la mobilisation éclatent régulièrement en Afrique depuis celles du Constantinois de 1916. La répression est sévère. Au front, malgré une fraternité d'armes indéniable, les inégalités persistent, ce que soulignent des sous-officiers, notamment le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled, alors que la France n'a de cesse de faire appel à son empire. Pour un homme au front, il en faut plusieurs à l'arrière. Le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916, mobilise outre-mer de manière croissante ces travailleurs ayant le statut de combattant.

Le prolongement de la guerre entraîne la constitution de nouvelles unités : sept régiments de marche et deux régiments mixtes de zouaves et de tirailleurs algériens sont ainsi créés. Comptant entre autres deux bataillons de tirailleurs algériens (turcos) et un peloton de spahis, le détachement français de Palestine-Syrie participe à la prise de Damas avant de rejoindre le Liban. Fin mai 1918, les Allemands lancent la seconde bataille de la Marne (jusqu'au 6 août 1918), mais les troupes alliées résistent et lancent la contre-offensive. À l'heure de la victoire, les unités de tirailleurs maghrébins figurent parmi les plus décorées de l'armée française. En outre, leurs pertes s'élèvent à vingt-cinq mille morts pour les Algériens (et plus de vingt mille Français d'Algérie tués), plus de dix mille pour les Tunisiens et un peu plus de douze mille pour les Marocains. Ces troupes sont rapidement rapatriées ou envoyées dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, après avoir participé aux défilés de la victoire. Cette participation des troupes d'Afrique du Nord au défilé du 14 juillet 1919 est un tournant majeur.



1916-1919



AU-DELÀ DES TRANCHÉES

L'effort de mobilisation d'ensemble et la présence des combattants laissent leurs traces mémorielles sur le territoire comme à La Mulotière, près de Lyon, ou à Sappes dans la Marne. Aux côtés des Maghrébins, cent mille Européens d'Afrique du Nord répondent à l'appel de la patrie, et les Arméniens croisent quelques Libanais et Syriens dans la région d'Orléans. En 1917, ils sont tous à Verdun. On trouve également quelques Tchécoslovaques et Abyssins intégrés aux contingents sahariens, ils rejoindront en avril 1917 le régiment d'infanterie coloniale du Maroc (RICM). Face à l'échec du chemin des Dardes d'août 1917, les officiers français soulignent l'engagement et le volontarisme des Nord-Africains, notant l'esprit plus affirmé que les autres troupes avec lesquelles ils combattent. Malgré cela, les révoltes contre la mobilisation éclatent régulièrement en Afrique depuis celles du Constantinois de 1916. La répression est sévère. Au front, malgré une fraternité d'armes indéniable, les inégalités persistent, ce qui soulignent des sous-officiers, notamment le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled, alors que la France n'a de cesse de faire appel à son empire. Pour un homme au front, il en faut plusieurs à l'arrière. Le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916, mobilise outre-mer de manière croissante ces travailleurs ayant le statut de combattants.

Le prolongement de la guerre entraîne la constitution de nouvelles unités : sept régiments de marche et deux régiments mixtes de zouaves et de tirailleurs algériens sont ainsi créés. Comptant entre autres deux bataillons de tirailleurs algériens (turcos) et un peloton de spahis, le détachement français de Palestine-Syrie participe à la prise de Damas avec de rejoindre le Liban. Fin mai 1918, les Allemands lancent la seconde offensive. À l'heure de la victoire, les unités de tirailleurs algériens ressortent en lancers la contre-offensive. À l'heure de la victoire, les unités de tirailleurs maghrébins figurent parmi les plus décorées de l'armée française. En outre, leurs pertes s'élèvent à vingt-cinq mille morts pour les Algériens (et plus de vingt mille Français d'Algérie tués), plus de dix mille pour les Tunisiens et un peu plus de douze mille pour les Marocains. Ces troupes sont rapidement rapatriées ou envoyées dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, après avoir participé aux défilés de la victoire. Cette participation des troupes d'Afrique du Nord au défilé du 14 juillet 1919 est un tournant majeur.



« On est de plus en plus satisfait de la bravoure et du mordant de nos soldats de couleur : tirailleurs algériens, marocains, sénégalais. »

Sur le vif, janvier 1916

LA SECONDE GUERRE MONDIALE, L'INDOCHINE MOBILISÉE

En 1939, la France retrouve les accents de 1914 pour mobiliser son Empire : la lutte contre l'Allemagne, le Japon et leur propagande raciste, anti-Noirs pour les premiers, anti-Blancs pour les seconds, devient un argument de mobilisation dans les colonies. Le 1^{er} septembre 1939, dans l'Union indochinoise, soixante mille réservistes locaux sont mobilisés et rejoignent les vingt-neuf bataillons d'infanterie, et groupes d'artillerie stationnés dans la péninsule. D'après le plan de Georges Mandel, ministre des Colonies, l'Indochine doit également fournir à l'extérieur de son territoire soixante-cinq mille hommes pour rejoindre la métropole et le Moyen-Orient. En réalité, ce sont plus de soixante-quinze mille natifs indochinois qui servent dans l'armée de terre, deux mille dans l'aviation, et sept cents dans la marine. En Europe, au total quinze mille tirailleurs indochinois ont rejoint les troupes déjà présentes, aux côtés de dix-neuf mille travailleurs sous contrat. Ces soldats sont parmi les premiers à recevoir le choc des blindés allemands sur la Meuse en 1940. Trois mille sont tués, portés disparus ou blessés, à l'heure de l'armistice le 25 juin 1940. Les survivants prisonniers sont maintenus dans des camps de travail en France.

En 1941, répondant à l'appel de la France libre, trois cents volontaires tahitiens quittent Papeete à destination de Nouméa. Ils forment alors, avec les volontaires de la Nouvelle-Calédonie (un millier au total pour le conflit avec les combattants venus des Nouvelles-Hébrides), dont fait partie Jean Tranape, le bataillon du Pacifique (BPI) à l'effectif de cinq cent cinquante hommes. Les « Pacifiens » sont ensuite engagés dans la campagne d'Afrique au sein de la première brigade française libre. En 1942, ce bataillon devient le bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique. En guerre contre les Japonais dans le Pacifique, les Américains expédient dix-sept mille GI's en Nouvelle-Calédonie, dont l'arrivée à Nouméa marque en profondeur les esprits et permet de recruter de nombreux travailleurs pour soutenir l'effort logistique. Désormais la guerre est aux portes de la Nouvelle-Calédonie. En Asie, les corps indochinois restés sur place font face aux attaques des troupes japonaises qui, depuis 1937, ont entamé des actions militaires contre la Chine et qui sont parvenues non loin du territoire de l'Union indochinoise. Les forces françaises, parmi lesquelles de nombreux Indochinois, connaissent de lourdes pertes en 1945, plusieurs centaines seront tuées et parfois sommairement exécutées. Quant aux survivants, ils sont traqués à travers toute l'Indochine, désormais sans administration, puis jetés en prison ou en camp par les Japonais.

LES AFRO-ANTILLAIS DE LA MOBILISATION AUX *FRONTSTALAGS*

En 1939, à la veille de la mobilisation, les tirailleurs sénégalais comptent dix-neuf régiments dont six en métropole. De septembre 1939 à mars 1940, on achemine en métropole plus de trente-huit mille de ces combattants, alors qu'en Afrique du Nord, vingt mille autres tirailleurs attendent d'embarquer. À la veille de l'armistice, soixante-quatre mille Africains et près de quatorze mille Malgaches sont dans la zone de front. Les « vieilles colonies » ne sont pas en reste, puisque trois mille trois cents Réunionnais ont quitté l'île entre septembre 1939 et juin 1940, tandis que près de quatre mille cinq cents Antillais et Guyanais sont en route ou déjà présents au front dans différentes unités, mais la brièveté des opérations ne permet pas l'envoi de troupes plus conséquentes. On compte même quelques réservistes antillais qui, avides de combattre pour la France, paient eux-mêmes le prix de leur traversée. De nombreux tirailleurs, prisonniers des Allemands, sont massacrés, conséquence directe de vingt ans de propagande raciste en Allemagne (la *Honte noire*). Le 7 juin 1940, à Airaines, la compagnie du capitaine N'Tchoréré du 53^e régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais (RICMS) est anéantie et les survivants exécutés sommairement. À l'heure de la débâcle, on estime les pertes entre six et sept mille combattants africains, des Antilles, de Guyane et de l'océan Indien.

Si le 22 juin 1940, l'armistice met fin à ces massacres et aux combats, elle annonce aussi une période de discrimination. On estime à près de trente-deux mille les soldats noirs en captivité dans les *frontstalags*, ces camps implantés sur le sol français et non en Allemagne pour éviter le contact avec la population allemande. Nombre de soldats noirs et de prisonniers évadés rejoignent la Résistance. En Afrique, des militaires et des fonctionnaires — à l'image du gouverneur du Tchad Félix Éboué —, rejoignent les forces gaullistes. Sur ses traces, au Congo, le bataillon de marche n°1 (BM1) est le premier d'une série de seize bataillons dans lesquels les tirailleurs africains vont se battre sur tous les théâtres d'opérations de la France libre. Dans les Caraïbes, quelques deux mille cinq cents Antillais, les « dissidents », rallient la France libre, suivis par près de cinq cents Guyanais.



1939-1940

LES AFRO-ANTILLAIS DE LA MOBILISATION AUX FRONTSTALAGS



TEMOIGNAGE DE MICHEL EL BAZI
Le 7 juin 1940, le commandant El Bazi et deux autres officiers français ont été capturés par les Allemands et ont été envoyés dans un camp de prisonniers en Allemagne. Ils ont été libérés en 1945.

En 1939, à la veille de la mobilisation, les tirailleurs sénégalais comptent dix-neuf régiments dont dix en métropole. De septembre 1939 à mars 1940, on s'achemine en métropole plus de trente-huit mille de ces combattants, alors qu'en Afrique du Nord, vingt mille autres tirailleurs attendent d'embarquer. À la veille de l'armistice, soixante-quatre mille Africains et près de quatorze mille Mâgiches sont dans la zone de front. Les « vieillards coloniaux » ne sont pas en reste, puisque trois mille trois cents Réunionnais ont quitté l'île entre septembre 1939 et juin 1940, tandis que près de quatre mille cinq cents Antillais et Guyanais sont en route ou déjà présents au front dans différentes unités, mais la brièveté des opérations ne permet pas l'envoi de troupes plus conséquentes. On compte même quelques réservistes antillais qui, aidés de combattants pour la France, paient eux-mêmes le prix de leur traversée. De nombreux tirailleurs, prisonniers des Allemands, sont massacrés, conséquence directe de vingt ans de propagande raciste en Allemagne (la *Hörstör* noire). Le 7 juin 1940, à Airaines, la compagnie du capitaine N'Tchoréré du 5^e régiment d'infanterie coloniale noire sénégalaise (RICMS) est anéantie et les survivants assassinés sommairement. À l'heure de la débâcle, on estime les pertes entre six et sept mille combattants africains, des Antilles, de Guyane et de l'océan Indien. Si le 22 juin 1940, l'armistice met fin à ces massacres et aux combats, elle annonce aussi une période de discrimination. On estime à près de trente-deux mille les soldats noirs en captivité dans les *frontstalags*, ces camps implantés sur le sol français et non en Allemagne pour éviter le contact avec la population allemande. Nombre de soldats noirs et de prisonniers évadés rejoignent la Résistance en Afrique, des militaires et des fonctionnaires — à l'instar du gouverneur de Tchad Félix Eboué — rejoignent les forces gaullistes. Sur ses traces, au Congo le bataillon de marche n°1 (BM1) est le premier d'une série de seize bataillons dans lesquels les tirailleurs africains vont se battre par tous les théâtres d'opérations de la France libre. Dans les Caraïbes, quelques deux mille cinq cents Antillais, les « désistants », rallient la France libre, suivis par près de cinq cents Guyanais.



Charles de Gaulle, en la Libération, ne s'est jamais démenti de son engagement pour une victoire de la France libre et mondiale, la guerre mondiale a été gagnée par la France. Mais il est mort de rage. Il est mort sans comprendre que le fait de la France, pour l'Association des Français de l'étranger, il ne s'agit pas de faire passer la main à l'Allemagne, mais de faire passer la main à la France libre. La perspective est celle de l'unité d'effort de la France libre, non de la France.



LES « DÉSIGNÉS » DES ANTILLES
Pendant l'été 1940, l'Armistice est signé, mais les Français de l'étranger continuent de lutter. Les Antillais sont mobilisés par les Anglais pour la défense de l'Inde et de Malaisie. Ils sont envoyés en Inde et en Malaisie. Ils sont envoyés en Malaisie pour la défense de Malaisie. Ils sont envoyés en Malaisie pour la défense de Malaisie. Ils sont envoyés en Malaisie pour la défense de Malaisie.



« Nous allons monter en cadence. Nous allons monter tuer les Allemands. Nous allons monter tuer Hitler. »

Chanson des volontaires antillais et guyanais, mars 1943

LES MAGHRÉBINS DANS LA GUERRE

En 1939, l'armée d'Afrique qui répond à la mobilisation dispose de sept divisions d'infanterie nord-africaines, d'une division marocaine, de quatre divisions d'infanterie d'Afrique et de trois brigades de spahis. Ces combattants font l'objet de nombreux reportages vantant cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne, propos amplifiés lors du Salon de la France d'Outre-mer (1940). Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entrent dans la légende militaire, à l'image des spahis et de leur sacrifice dans les Ardennes. Entraînés dans la débâcle (en mai-juin 1940), soixante-cinq mille d'entre eux sont faits prisonniers et près de cinq mille cinq cents sont tués. La presse allemande n'a eu de cesse de dénoncer la présence de ces combattants. De nombreuses exactions et crimes racistes ont été signalés contre les Maghrébins, comme à Febvin-Palfart le 30 mai 1940. Après la défaite, les prisonniers « musulmans » sont le plus souvent détachés dans des commandos de travail ou retenus prisonniers en France dans des camps pour « indigènes », les *frontstalags*. La loi du 7 octobre 1940 retire la nationalité française aux Juifs d'Algérie, et le 27 mars 1941, les circulaires Picquendar fondent des camps d'internement pour les soldats juifs d'Algérie. En Afrique du Nord, jusqu'au débarquement allié de novembre 1942, une force militaire est préservée par Vichy, alors qu'en métropole, face aux nombreuses évasions, les Allemands exigent que Vichy achemine de nouveaux contingents de travailleurs nord-africains pour soutenir leur effort de guerre. À partir de 1941, si certains militants maghrébins et arméniens rejoignent des partis collaborationnistes, telle la Brigade nord-africaine de Mohamed el-Maadi ; d'autres rejoignent les rangs de la Résistance tel Mohamed Lakhdar Toumi, Missak Manouchian, Abdel-Kader Ikrelef ou Sahli-Mohand Chérif, militant algérien du PPA de Messali Hadj qui édite le journal clandestin *El Hayat*.



LES MAGHRÉBINS DANS LA GUERRE



LE MASSACRE DES MAGRÉBINS DE FESSEN PILLART (1940)
Trois cents soldats maghrébins sont tués pendant le siège de Fessen Pillart le 21 mai 1940 après avoir combattu héroïquement les troupes de l'armée allemande pendant le siège de Fessen Pillart le 21 mai 1940. Ils ont été enterrés dans un cimetière à Fessen Pillart le 21 mai 1940.

En 1939, l'armée d'Afrique qui répond à la mobilisation dispose de sept divisions d'infanterie nord-africaines, d'une division marocaine, de quatre divisions d'infanterie d'Afrique et de trois brigades de spahis. Ces combattants font l'objet de nombreux reportages vantant cette « force nouvelle » capable de vaincre l'Allemagne, propos amplifiés lors du Salon de la France d'Outre-mer (1940). Quarante régiments venus d'Afrique du Nord, soit près de quatre-vingt mille hommes, sont finalement engagés sur le front français en mai et juin 1940. Dès les premiers combats, leur héroïsme entretient dans la légende militaire, à l'image des spahis et de leur sacrifice dans les Ardennes.

Entrainés dans le défilé (en mai-juin 1940), soixante-cinq mille d'entre eux sont faits prisonniers et près de cinq mille cinq cents sont tués. La presse allemande n'a eu de cesse de dénigrer la présence de ces combattants. De nombreuses exactions et crimes racistes ont été signalés contre les Maghrébins, comme à Fessen-Pillart le 30 mai 1940. Après la défaite, les prisonniers « musulmans » sont le plus souvent déshabillés dans des commandos de travail ou renvoyés prisonniers en France dans des camps pour « indigènes », les *Stammlager*. Le 1er juin 1940, retour de la nationalité française aux Juifs d'Algérie, et le 27 mars 1941, les circulaires Picquart fondent des camps d'extranation pour les sémites juifs d'Algérie. En Afrique du Nord, jusqu'au débarquement allié de novembre 1942, une force militaire est présente par Vichy, alors qu'en métropole, face aux nombreuses divisions, les Allemands exigent que Vichy achève de nouveaux contingents de travailleurs nord-africains pour soutenir leur effort de guerre. À partir de 1941, et certains militaires maghrébins et arméniens rejoignent des partis collaborationnistes, telle la brigade nord-africaine de Mohamed el-Masdi ; d'autres rejoignent les rangs de la Résistance tel Mohamed Lakhtar Toumi, Massak Monouchi, **Abdel-Kader Ikrelef** ou Sidi-Holand Chavif, militant algérien du PPA de Messali Hadj qui édite le journal clandestin *El Hayat*.



Abdel-Kader Ikrelef se fait alors connaître dans le milieu des résistants algériens. Il est arrêté en 1941 et emprisonné à la prison de la Santé à Paris. Il est libéré en 1942 et rejoint la Résistance en Algérie. Il est tué le 10 mai 1944 pendant la bataille de l'Algérie.



LE FRONTIÈRE D'AMIRI
En mai 1941, le Frontièr Français combat contre l'armée allemande à la frontière de la région algérienne. Les soldats du Frontièr Français sont tués et blessés pendant les combats. Ils sont enterrés dans un cimetière à la frontière algérienne.



« Quand je nous vois ici, loin de chez nous, combattre pour une noble cause auprès des Français d'origine... Je suis fier d'être Marocain ! »

Abdel-Kader Ikrelef, 1944

L'ASIE, LE PACIFIQUE ET LE CONFLIT

Un peu plus de cinq mille travailleurs et militaires indochinois sont rassemblés dans des camps de prisonniers de guerre en juillet 1940. Ceux-ci sont tout d'abord situés dans le Reich, puis les Allemands ramènent les captifs en France, où ils sont internés dans des *Frontstalags*. En zone libre, douze mille tirailleurs sont rassemblés sans armes dans des bataillons de fusiliers indochinois basés dans le sud-est de la France, attendant un rapatriement rendu aléatoire par la raréfaction des transports maritimes vers l'Extrême-Orient. D'autres combattants démobilisés sont également regroupés par les autorités françaises dans le centre de transit des troupes coloniales à Fréjus-Saint-Raphaël. À partir de 1943, la Wehrmacht ayant besoin de tous ses hommes sur le front de Russie, les prisonniers originaires d'outre-mer sont encadrés par des soldats français issus des troupes coloniales en congé d'armistice. En 1944, certains sont transférés vers le Reich par l'organisation Todt, et beaucoup d'évadés rejoignent les maquis locaux et les réseaux de résistance proches de leurs cantonnements. Ainsi la 14^e compagnie formée d'originaires de la péninsule indochinoise rallie avec quelques compatriotes de la 13^e compagnie, les FFL de la Basse Romanche dans le maquis de l'Oisans. D'autres Indochinois, travailleurs ou anciens combattants, rejoignent sous l'occupation les mouvements clandestins. Ainsi, trois mille FFL indochinois combattent dans l'Allier, en Dordogne, dans la Drôme, le Lot et la Meurthe-et-Moselle, et participent à de nombreux combats, notamment à Toulouse, à Montpellier et même en région parisienne.

Au cours du conflit, plusieurs centaines de militaires indochinois connaissent de multiples aventures qui les conduisent à combattre au Liban ou en Syrie. Certains restent fidèles au gouvernement de Vichy et luttent contre les unités anglo-gaullistes. D'autres, s'engagent dans les Forces françaises libres (FFL), en Libye, en Algérie, à Madagascar, mais aussi au Moyen-Orient, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. Les formations de parachutistes et d'aviateurs des FFL, qui contribuent à la Libération de la France, comptent également des Polynésiens comme Natapu Nuutaivava Mara (parmi le millier de mobilisés). Le 13 février 1945, à Paris, en présence du général de Gaulle et du ministre des Colonies, Louis Jacquinot, le Comité du Têt rend hommage, à la pagode de Nogent, aux soldats vietnamiens et aux « *mânes des Annamites qui ne sont plus* ».



1940-1945

L'ASIE, LE PACIFIQUE ET LE CONFLIT



Prisonniers, tel à gauche et engagé volontaire l'autre, défilent devant les Allemands. Mais cet engagement volontaire n'est pas un engagement volontaire. C'est un engagement volontaire. C'est un engagement volontaire. C'est un engagement volontaire.

Un peu plus de cinq mille travailleurs et militaires indochinois sont rassemblés dans des camps de prisonniers de guerre en juillet 1940. Ceux-ci sont tous d'abord libérés dans le Reich, puis les Allemands ramènent les captifs en France, où ils sont internés dans des camps. En zone libre, deux mille travailleurs sont rassemblés sans armes dans des bataillons de travailleurs indochinois basés dans le sud-est de la France, attendant un rapatriement rendu aléatoire par la raréfaction des transports maritimes vers l'extrême-Orient. D'autres combattants démobilisés sont également regroupés par les autorités françaises dans le centre de transit des troupes coloniales à Fréjus-Saint-Raphaël. À partir de 1943, le Vichy a besoin de tous ses hommes sur le front de Russie, les premiers originaires d'Europe-mer sont encadrés par des soldats français tous des troupes coloniales en congé d'armistice. En 1944, certains sont transférés vers le Reich par l'organisation Todt, et beaucoup d'évadés rejoignent le maquis local et le réseau de résistance proche de leurs cantonnements. Ainsi la 1^{re} compagnie formée d'originaires de la péninsule indochinoise s'illustre avec quelques compatriotes de la 1^{re} compagnie, les PFI de la Base Romanche dans le maquis de l'Orne. D'autres Indochinois, travailleurs ou anciens combattants, rejoignent sous l'écoulement les mouvements clandestins. Ainsi, trois mille PFI indochinois combattent dans l'Allier, en Dordogne, dans la Drôme, la Lot et la Haute-Garonne, et participent à de nombreux combats, notamment à Toulouse, à Montpellier et même en région parisienne.

Au cours du conflit, plusieurs centaines de militaires indochinois composent de multiples bataillons qui les conduisent à combattre au Liban ou en Syrie. Certains restent fidèles au gouvernement de Vichy et luttent contre les unités anglo-gaules. D'autres, s'engageant dans les Forces françaises libres (FFL), en Libye, en Algérie, à Madagascar, mais aussi au Moyen-Orient, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. Les formations de parachutistes et d'aviateurs des FFL, qui contribuent à la Libération de la France, comptent également des Polynésiens comme **Natapu Noutaivava Mara** (parmi les milliers de mobilisés). Le 13 février 1945, à Paris, en présence du général de Gaulle et du ministre des Colonies, Louis Jacquinot, le Comité du Têt rend hommage à la pagode de Nogent, aux soldats vietnamiens et aux « mères des Aviateurs qui ne sont plus ».



LE MARIAGE DE L'ITALIANO
Deux Indochinois, un vietnamite et un thaïlandais, se marient au camp de transit de Casse. Ils se marient à l'italienne, au grand complet, devant un officier italien, un officier français et un officier allemand. Le mariage est célébré par un prêtre catholique. Les mariages de ce type ont été célébrés à l'échelle de la France.



LES FRANÇAIS LIBRES



La dignité de « bon combattant » est accordée par le général de Gaulle en la personne de la France libre, en France, de ceux de l'armée, sans avoir été combattants français pendant la Seconde Guerre mondiale.



LES FRANÇAIS LIBRES
Après le 14-18, 1945, pour des raisons politiques et militaires, la France a voulu que les Indochinois combattent dans les Forces françaises libres (FFL), en Libye, en Algérie, à Madagascar, mais aussi au Moyen-Orient, en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides. Les formations de parachutistes et d'aviateurs des FFL, qui contribuent à la Libération de la France, comptent également des Polynésiens comme Natapu Noutaivava Mara (parmi les milliers de mobilisés). Le 13 février 1945, à Paris, en présence du général de Gaulle et du ministre des Colonies, Louis Jacquinot, le Comité du Têt rend hommage à la pagode de Nogent, aux soldats vietnamiens et aux « mères des Aviateurs qui ne sont plus ».



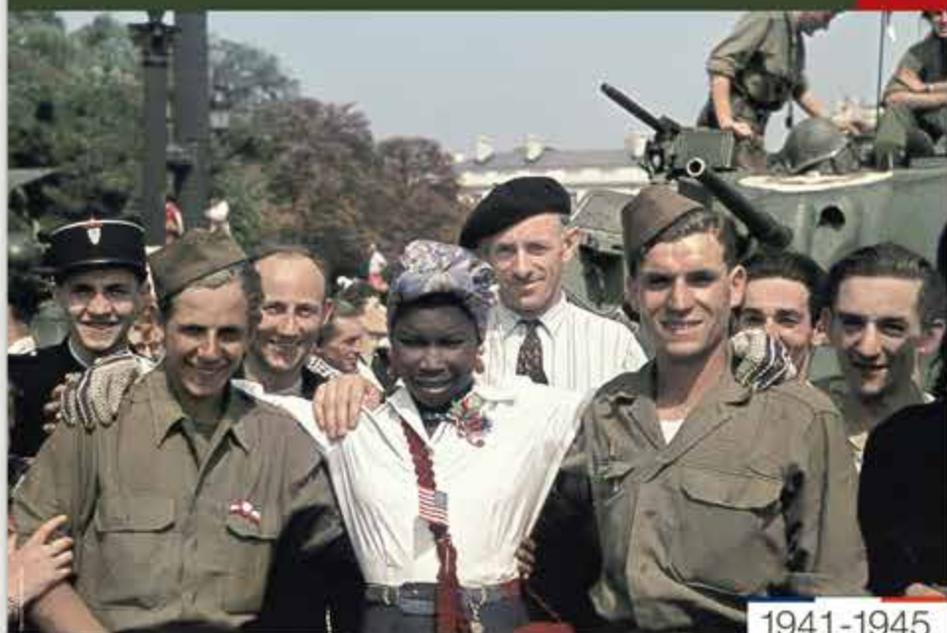
« Voici les enfants volontaires ; que tu as appelés ;
ils sont sur la piste prêt à embarquer ;
vers un lieu où la mort rôde. »

Chant des Tamaris volontaires (Bataillon du Pacifique)

LES AFRO-ANTILLAIS DANS LA GUERRE

En Afrique, le régiment de tirailleurs sénégalais (RTS) du Tchad s'empare de Koufra en mars 1941 où est scellé le célèbre serment engageant ces hommes à libérer la France et la cathédrale de Strasbourg. Ce fait d'armes annonce une suite d'engagements majeurs, en Abyssinie (avec le BM4 du Cameroun), au Levant et à Bir-Hakeim (avec le BM2 de l'Oubangui-Chari). Après la campagne de Tunisie (novembre 1942-avril 1943), ces combattants africains sont rejoints par les « dissidents » antillais et guyanais regroupés dans le bataillon de marche des Antilles n° 1 (BMA1). En métropole, beaucoup de prisonniers des *frontstalags* ou des GMICR sont employés par les Allemands, alors qu'outre-mer la guerre s'accélère. Deux cents Réunionnais s'engagent et les combattants du 21^e groupe antillais de défense contre avion (GADCA), intégrés à la 1^{re} division française libre (DFL), rejoignent le Corps expéditionnaire français en Italie en avril 1944, avant de participer au débarquement de Provence au cours de l'été, aux côtés des forces alliées. La 9^e division d'infanterie coloniale, à forte dominante africaine, et le 18^e RTS, mènent des combats décisifs sur Toulon et Marseille. La 9^e DIC et la 1^{ère} DFL remontent vers le Nord-Est tandis que la 2^e DB du général Leclerc libère Strasbourg le 23 novembre 1944. En mars et avril 1945, des tirailleurs du régiment d'A-ÉF-Somali et le bataillon de marche des Antilles n° 5 se battent pour libérer la poche de Royan.

Pendant la campagne de France, les unités sont progressivement « blanchies », et des problèmes de régularisation des soldes, dus aux démobilisations rapides des anciens prisonniers de 1940 libérés des *Frontstalags*, créent des rancœurs et des révoltes. Les autorités françaises répriment immédiatement ces mouvements revendicatifs, comme à Thiaroye, au Sénégal. Dans le même temps, on récompense et distingue, lors des défilés et cérémonies, des unités ainsi que des individualités comme le Guyanais Félix Éboué ou le Martiniquais William Palcy. Plus de dix gradés et tirailleurs coloniaux seront d'ailleurs faits Compagnons de la Libération, et une cinquantaine de médailles de la Résistance seront décernées à des Africains, même si de grands résistants sont oubliés à l'image du Guinéen Addi Bâ. Plusieurs monuments inscrivent dans le paysage ces engagements et sacrifices, comme à Chasselay. Avec les combats de 1940, ce sont près de cent quatre-vingt mille soldats afro-antillais qui auront combattu en France pendant la Seconde Guerre mondiale.



LES AFRO-ANTILLAIS DANS LA GUERRE

En Afrique, le régiment de tirailleurs sénégalais (RTS) du Tchad s'engage de Koufra en mars 1941 où est scellé le célèbre serment engageant ses hommes à libérer la France et la cathédrale de Strasbourg. Ce fut d'ailleurs, annonce une suite d'engagements majeurs, en Abyssinie (avec le BMA du Cameroun), au Levant et à Bir-Hakeim (avec le BMA de l'Oubangui-Chari). Après la campagne de Tunisie (novembre 1942-avril 1943), ces combattants africains sont rejoins par les « dissidents » anglais et guyanais regroupés dans le bataillon de marche des Antilles n°1 (BMA1). En métropole, beaucoup de prisonniers des frontaliers ou des GMSCR sont employés par les Allemands, alors qu'outre-mer la guerre s'accroît. Deux cents Réunionnais s'engagent et les combattants du 21^e groupe antillais de défense contre avion (GADCA), intégrés à la 1^{re} division française libre (DFL), rejoignent le Corps expéditionnaire français en Italie en avril 1944 avant de participer au débarquement de Provence au cours de l'été, aux côtés des forces alliées. Le 9^e division d'infanterie coloniale, à forte dominante africaine, et le 18^e RTS, même des combats décisifs sur Toulon et Marseille. Le 9^e DIC et la 1^{re} DFL remontent vers le Nord-Est tandis que le 2^e DB du général Leclerc libère Strasbourg le 23 novembre 1944. En mars et avril 1945, des tirailleurs du régiment d'Af-Somali et le bataillon de marche des Antilles n°3 se battent pour libérer la poche de Royan. Pendant la campagne de France, les unités sont progressivement « blanchies », et des problèmes de régularisation des soldes, dus aux démobilisations rapides des anciens prisonniers de 1940 libérés des frontaliers, créent des rancœurs et des révoltes. Les autorités françaises répriment immédiatement ces mouvements revendicatifs, comme à Thiérac, au Sénégal. Dans le même temps, on récompense et distingue, lors des défilés et cérémonies, des unités ainsi que des individualités comme le Guyanais Félix Eboué ou le Martiniquais William Paly. Plus de dix gradés et tirailleurs coloniaux seront d'ailleurs faits Compagnons de la Libération, et une cinquantaine de médailles de la Résistance seront décorées à des Africains, même si de grands résistants sont oubliés à l'image du Guinéen **Adji Bâ**. Plusieurs monuments insistent dans le paysage ces engagements et sacrifices, comme à Chassigny. Avec les combats de 1940, ce sont près de cent quatre-vingt mille soldats afro-antillais qui auront combattu en France pendant la Seconde Guerre mondiale.



LES COLONIAUX BATAILLONS ÉTRANGERS
C'est pour défendre les frontières indiennes que le 1^{er} bataillon étranger des Indes néerlandaises est créé en 1941. Il est composé de soldats indonésiens, malais, javanais et sondaïens. Le bataillon est engagé en Indonésie, en Malaisie et en Birmanie. Il est dissout en 1945.

LA MONTAGNE DE THIANOUVE (1944)
Le 1^{er} bataillon étranger des Indes néerlandaises est engagé en Indonésie, en Malaisie et en Birmanie. Il est dissout en 1945.

LE BATA DE CHASSIGNY (1940-1945)
Le bataillon de Chassigny est composé de soldats africains et antillais. Il est engagé en France pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est dissout en 1945.



« Nos compatriotes ont personifié la France qui refuse d'être battue, la France qui refuse d'être esclave... »
Ouzézin Coulibaly (député), cérémonie du bata de Chassigny, 1947

DU DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD À LA VICTOIRE

Dans l'empire, une lutte fratricide oppose les forces gaullistes et vichystes. Au sein des Forces françaises libres (FFL), les légionnaires de la 13^e demi-brigade de Légion étrangère et des tirailleurs nord-africains ont livré bataille en Érythrée et au Levant, avant de s'illustrer à Bir-Hakeim (désert de Libye) et El-Alamein (Égypte) aux côtés des Alliés. Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. C'est le grand tournant du conflit et les troupes coloniales du Maghreb rejoignent les différents théâtres d'opérations. La mobilisation générale permet de fournir en deux années cent dix-huit mille Européens et cent soixante mille musulmans « rappelés », qui s'ajoutent aux deux cent vingt-cinq mille hommes déjà prêts au combat. Trois divisions blindées et cinq divisions d'infanterie sont constituées, dont trois de l'armée d'Afrique : la 2^e division d'infanterie marocaine (DIM), la 3^e division d'infanterie algérienne (DIA) et la 4^e division marocaine de montagne (DMM). En janvier 1944, ces unités prennent officiellement le nom de Corps expéditionnaire français (CEF). La fusion des FFL et de l'armée d'Afrique est réalisée, et constitue le fer de lance de la reconquête du territoire national... Après avoir combattu en Tunisie (septembre 1943), le 1^{er} régiment de tirailleurs marocains et le 2^e groupe de tabors marocains libèrent la Corse.

L'armée d'Afrique s'engage ensuite dans la campagne d'Italie avec la prise de Monte Cassino en 1944. Après avoir débarqué sur les côtes de Provence en août 1944, les troupes remontent rapidement vers le nord-est de l'Hexagone après avoir libéré Toulon, Marseille, Lyon et Dijon. Le 12 septembre 1944, les unités venues de Normandie et celles de Provence font leur jonction. Après une dure campagne, ils franchissent enfin le Rhin en mars 1945, à l'image de d'Ahmed el-Abed. À l'heure de la victoire, le 8 mai 1945, l'Est algérien est ensanglanté par des massacres qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. La lutte pour les indépendances commence.



1942-1945

DU DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD À LA VICTOIRE

Dans l'empire, une lutte féroce oppose les forces gaullistes et victorieuses. Au sein des Forces françaises libres (FFL), les légionnaires de la 1^{re} demi-brigade de Légion étrangère et des troupes nord-africaines ont été basés en Érythrée et au Liban, avant de s'illuster à Bir-Hakeim (départ de Libye) et El-Alamein (Égypte) aux côtés des Alliés. Le 8 novembre 1942, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord. C'est le grand tournant du conflit et les troupes coloniales du Maghreb rejoignent les différents théâtres d'opérations. La mobilisation générale permet de fournir en deux années cent dix-huit mille Européens et cent soixante mille musulmans « rapatriés », qui s'ajoutent aux deux cent vingt-cinq mille hommes déjà présents au combat. Trois divisions blindées et cinq divisions d'infanterie sont constituées, dont trois de l'Armée d'Afrique : la 2^e division d'infanterie marocaine (DIM), la 3^e division d'infanterie algérienne (DIA) et la 4^e division marocaine de montagne (DM). En janvier 1944, ces unités prennent officiellement le nom de Corps expéditionnaire français (CEF). La fusion des FFL et de l'Armée d'Afrique est réalisée et constitue le fer de lance de la reconquête du territoire national... Après avoir combattu en Tunisie (septembre 1943), le 1^{er} régiment de troupes marocaines et le 2^e groupe de tabors marocains libèrent la Corse. L'Armée d'Afrique s'engage ensuite dans la campagne d'Italie avec la prise de Monte Cassino en 1944. Après avoir débarqué sur les côtes de Provence en août 1944, les troupes remontent rapidement vers le nord-est de l'Alsace après avoir libéré Toulon, Marseille, Lyon et Dijon. Le 12 septembre 1944, les unités venant de Normandie et celles de Provence font leur jonction. Après une dure campagne, ils franchissent enfin le Rhin en mars 1945, à l'image de **Ahmed el-Abdel**. À l'heure de la victoire, le 8 mai 1945, l'Est algérien est ensanglanté par des massacres qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. La lutte pour les indépendances commence.



LE MONUMENT DES GERMANS MAROCAINS EN CORSE (1943)

La Corse est la première terre de France à être libérée par des forces alliées. Le 8 septembre 1943, les Alliés ont pris le contrôle de l'île. Les troupes de la 2^e division d'infanterie marocaine (DIM) ont joué un rôle décisif dans la libération de l'île. Elles ont combattu avec bravoure et ont été récompensées par la création d'un monument à leur mémoire.



LA BATAILLE DE MONTE CASSINO (1944)

Le 15 janvier 1944, les troupes de l'Armée d'Afrique ont combattu la bataille de Monte Cassino. Cette bataille a été une victoire décisive pour les Alliés, permettant le franchissement de la ligne Gustav. Les troupes de l'Armée d'Afrique ont joué un rôle crucial dans cette bataille, montrant leur courage et leur dévouement.



LA LIBÉRATION DE LA FRANCE (1944)

Après avoir débarqué sur les côtes de Provence en août 1944, les troupes de l'Armée d'Afrique ont participé à la libération de France. Elles ont combattu avec bravoure et ont été récompensées par la création d'un monument à leur mémoire.



« Nous les Tunisiens, Marocains, Algériens et Sénégalais pouvons être fiers de nous : nous nous sommes battus pour la France comme si elle était notre patrie. »

Ahmed Farhat, soldat du 4^e RTT, 25 août 1944

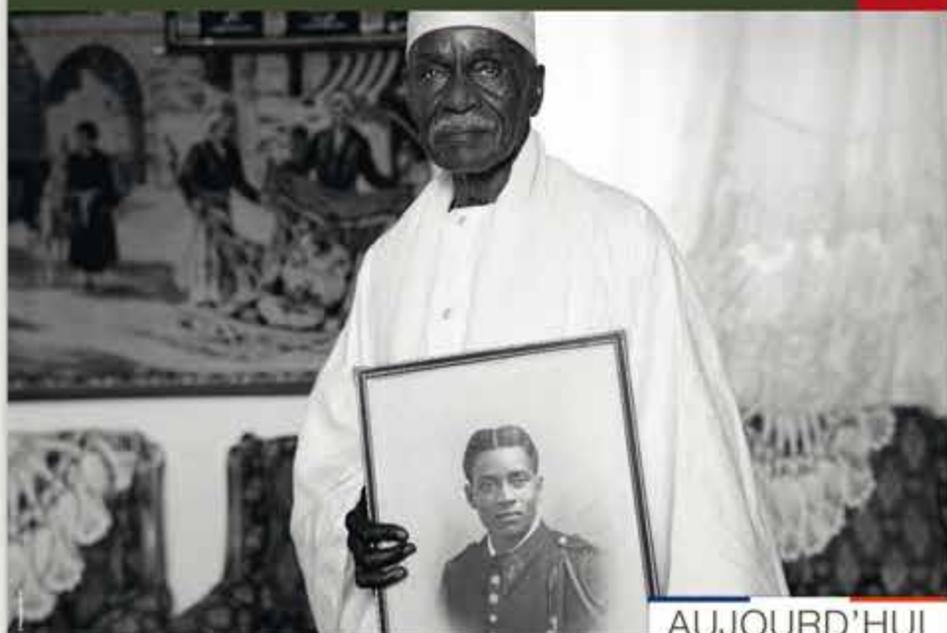
MÉMOIRE ET COMMÉMORATIONS

Autour de la découverte de ce passé commun, publications, commémorations, hommages et autres manifestations se sont multipliées. Dès octobre 1977, un tombeau du soldat inconnu d'Afrique du Nord est inauguré par le président de la République dans la crypte du mémorial de Notre-Dame-de-Lorette. En 1994, c'est la construction du mémorial de Fréjus. Puis, en octobre 2013 à Miramas, l'association du mémorial des travailleurs indochinois convie élus et familles à une cérémonie en mémoire des Vietnamiens recrutés de force pendant la Seconde Guerre mondiale. À ces grandes manifestations célébrant la mémoire collective s'ajoute une reconnaissance de destins individuels. C'est le cas de Valentin Lindor, dernier poilu martiniquais, qui ne put faire valoir son statut d'ancien combattant que quatre-vingt ans après sa présence dans le 10^e régiment d'artillerie français.

Au-delà de ces récits mis en histoire, il s'agit aussi de laisser parler les lieux : la mosquée du camp militaire de Caïs, construite entre 1928-1930, a été par exemple inscrite à la liste des monuments historiques en 1987.

Au jardin tropical du Bois de Vincennes, un hommage est perpétué chaque année devant les différents monuments du Souvenir indochinois. Depuis une quinzaine d'années, ce passé commun fait de la France mais aussi de ses anciennes colonies, des terres de mémoire. Au Sénégal, lors de la journée du Tirailleur, on commémore la répression de la mutinerie de Thiaroye par les autorités françaises. De même, les morts pour la Grande Guerre sont célébrés au *French War Memorial* de Pondichéry. Cette histoire, qui lie la métropole, les Outre-mer, l'Afrique, le Maghreb, l'Asie et le Pacifique, s'inscrit au cœur d'un patrimoine commun.

Au sein de l'armée, tradition et sauvegarde du patrimoine militaire s'organisent : le souvenir du 33^e régiment d'infanterie de marine, héritier du 33^e régiment d'infanterie coloniale, est préservé aux Antilles ; de même, les Vietnamiens réfugiés en France comme soldats natifs du Pacifique servent toujours dans l'armée française, notamment dans deux unités d'infanterie de marine héritières du célèbre bataillon du Pacifique. Depuis les années 2000, la société civile prend le relais : la compagnie de théâtre Mémoires Vives et sa pièce *À nos morts* (2006), le film *Indigènes* (2005) qui rend hommage aux troupes maghrébines ayant libéré la France en 1943-1945... Par ces transmissions, ces pages d'histoire commune imprègnent la société dans son ensemble, jusqu'en avril 2017 où, un siècle après la Grande Guerre, la République rend hommage aux anciens tirailleurs sénégalais en donnant la nationalité française à une poignée d'entre eux.



AUJOURD'HUI

MÉMOIRE ET COMMÉMORATIONS



MÉMORIAL DE LA SUMÈRE NOIRE À FRIJUS (1996)
Ce mémorial a été créé dans le cadre de l'opération de réconciliation franco-africaine de la Somme. Il a été inauguré le 10 novembre 1996 par le président de la République et le président de la République de Côte d'Ivoire. Il est dédié aux soldats français et ivoiriens qui ont péri au cours de la bataille de Frijus en 1914.

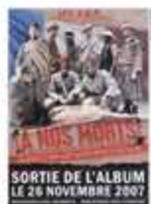
Autour de la découverte de ce passé commun, publications, commémorations, hommages et autres manifestations se sont multipliés. Dès octobre 1977, un tambour de soldat inconnu d'Afrique du Nord est inauguré par le président de la République dans la crypte du mémorial de Notre-Dame-de-Lorette. En 1994, c'est la construction du mémorial de Frijus. Puis, en octobre 2012 à Miramas, l'association du mémorial des travailleurs indochinois, comme eux et familles à une cérémonie en mémoire des Vietnamiens recrutés de force pendant la Seconde Guerre mondiale. À ces grandes manifestations célèbrant la mémoire collective s'ajoute une reconnaissance de destins individuels. C'est le cas de Valentin Livior, dernier poilu martiniquais, qui ne put faire valoir son statut d'ancien combattant que quatre-vingt ans après sa présence dans le 10^e régiment d'artillerie français.

Au-delà de ces récits mis en histoire, il s'agit aussi de laisser parler les lieux : la mosquée du camp militaire de Caix, construite entre 1928-1930, a été par exemple inscrite à la liste des monuments historiques en 1987. Au jardin tropical du Bois de Vincennes, un hommage est perpétué chaque année devant les différents monuments du Souvenir indochinois. Depuis une dizaine d'années, ce passé commun fait de la France mais aussi de ses anciennes colonies, des terres de mémoire. Au Sénégal, lors de la journée du Travailleur, on commémore la répression de la révolte de Thiérouge par les autorités françaises. De même, les morts pour la Grande Guerre sont célébrés au Front/War Memorial de Fondichéry. Cette histoire, qui lie la métropole, les Outre-mer, l'Afrique, les Maghreb, l'Asie et le Pacifique, s'inscrit au cœur d'un patrimoine commun.

Au sein de l'armée, tradition et sauvegarde du patrimoine militaire s'organisent : le souvenir du 32^e régiment d'infanterie de marine, héritier du 32^e régiment d'infanterie coloniale, est préservé aux Antilles ; de même, les Vietnamiens réfugiés en France comme soldats naifs du Pacifique servent toujours dans l'armée française, notamment dans deux unités d'infanterie de marine héritières du célèbre bataillon du Pacifique. Depuis les années 2000, la société civile prend le relais : la compagnie de théâtre MémoiresVives et sa pièce *À nos morts* (2006), le film *Indigènes* (2006) qui rend hommage aux troupes maghrébines ayant libéré la France en 1943-1945... Par ces transmissions, ces pages d'histoire commune imprègnent la société dans son ensemble, jusqu'en avril 2017 où un siècle après la Grande Guerre, la République rend hommage aux anciens travailleurs sénégalais en donnant la nationalité française à une poignée d'entre eux.



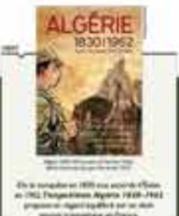
Le Monument National de la Somme, dédié aux soldats français et allemands qui ont péri pendant la bataille de la Somme en 1916. Il est situé à Arras, en France.



SORTIE DE L'ALBUM LE 26 NOVEMBRE 2007



LE JARDIN TROPICAL DUBOIS DE VINCENNES
Ce jardin a été créé en 1928 par l'armée française pour commémorer les soldats indochinois qui ont péri pendant la guerre d'Indochine. Il est situé à Paris, en France.



Édité en septembre 2010, cet ouvrage a été publié en 1962. Il est dédié aux soldats algériens qui ont péri pendant la guerre d'Algérie.

« L'armée doit être une émanation de la société dans toutes ses composantes, qui fédère en transcendant les particularismes ethniques, sociaux ou religieux. »

Général (2F) Erick Frastorza, actuel président de la Mission du Centenaire, 2001



*“ Nous avons mérité cet honneur
et la mère patrie considèrera sans doute
qu'elle se doit à elle-même de nous l'accorder. ”*

Émir Khaled, petit-fils d'Abd el-Kader et officier de la Grande Guerre, 1922